Les États-Unis d'Europe, c'est pour quand ? Peut-être pour demain, selon Paolo Gentiloni !

OPINION - par Jean MARSIA, président de la Société européenne de défense AISBL (S€D)



La Bibliothèque nationale de France et les éditions Hachette rééditent à la demande des titres indisponibles. Cela m'a permis de lire *Les États-Unis d'Europe*, que Charles Lemonnier (1806-1891)[1] a publié à Paris, à la Librairie de la Bibliothèque démocratique, en 1872.

Lemonnier a constaté que la guerre persiste en Europe, malgré le *Grand dessein* conçu, peu avant son assassinat en 1610, par le roi de France Henri IV, pour confédérer une quinzaine de peuples européens ; en dépit de la proposition de 1713 de l'abbé de Saint-Pierre, d'établir une confédération de 22 États souverains européens, *pour rendre la paix perpétuelle en Europe* ; et nonobstant l'*Esquisse philosophique d'un projet de paix perpétuelle* rédigée par Immanuel Kant en 1794. Celle-ci a démontré que la paix en Europe ne peut s'établir sans que soit constituée une république fédérale.[2] Kant n'a pas été suivi politiquement, il est resté dans le domaine des idées, sans tirer les leçons de l'histoire. La guerre a repris, jusqu'à la défaite finale de Napoléon, le 18 juin 1815.

Kant aurait pu rappeler que George Washington avait fait adopter par une Convention réunie à Philadelphie en 1787 une constitution fédérale, établissant une république fondée sur la séparation et l'équilibre des pouvoirs, telles que préconisées par Montesquieu : un pouvoir exécutif, le président des États-Unis d'Amérique ; un pouvoir législatif, le Congrès, composé de la Chambre des représentants des citoyens, et du Sénat, qui représente les États fédérés ; le pouvoir judiciaire, avec à son sommet la Cour suprême, qui veille au respect de la Constitution par les lois, les États fédérés et les organes de l'État fédéral. Pour faire ratifier la constitution fédérale par les 13 États, James Madison, Alexander Hamilton et John Jay ont publié 85 articles en 1788, regroupés dans *The Federalist Papers*. Force est de constater que peu de personnes font l'effort d'apprendre ce qu'est vraiment le fédéralisme. Des Suisses l'ont fait : la Confédération helvétique s'est dotée d'une constitution fédérale démocratique en 1848, après la guerre civile du Sonderbund. Depuis, elle est prospère et vit en paix.

Dans son livre précité, Lemonnier a recensé certaines des vaines initiatives de son époque en faveur de la paix. Il a fait état d'une brochure parue en 1814 à l'initiative de Claude Henri de Rouvroy, comte de Saint-Simon (1760-1825), sous le titre *De la réorganisation de la société européenne ; nécessité et moyen de rassembler les peuples d'Europe en un seul corps politique en conservant à chacun son indépendance nationale*. Saint-Simon prônait la mise en place d'un roi et d'un parlement bicaméral européen, au-dessus des parlements et des gouvernement nationaux. Il n'envisageait ni un gouvernement, ni une armée pour l'Europe. Lemonnier n'a pu que déplorer les insuffisances de l'initiative sans lendemain de son maître à penser.

Lemonnier a aussi mentionné la création, à Londres, en 1816, d'une Société de la paix, dont les congrès successifs n'ont guère fait progresser la paix ; la guerre de Crimée l'a prouvé en 1855. Curieusement, Lemonnier ne mentionne pas le magnifique discours d'ouverture du Congrès des Amis de la paix universelle, prononcé 21 août 1849 à Paris, par Victor Hugo, qui appelait à la création des États-Unis d'Europe et formulait l'espoir qu'« Un jour viendra où l'on verra ces deux groupes immenses, les États-Unis d'Amérique, les États-Unis d'Europe, placés en face l'un de l'autre, se tendant la main par-dessus les mers ».[3] Lemonnier ne semble pas avoir connu ce discours. Par contre, il a fait état de l'intervention de Victor Hugo du 17 juillet 1851 à l'Assemblée nationale législative française, dans laquelle les États-Unis d'Europe sont mentionnés. Lemonnier connaissait la constitution fédérale des États-Unis d'Amérique, mais il maintient sa proposition de confédération européenne, négligeant les avantages de la fédération.

À la suite de la vaine tentative de Bismarck d'annexer le Luxembourg à la Prusse, en 1867, la Ligue internationale et permanente de la paix fut fondée à Paris par Frédéric Passy, ce qui lui valut le premier prix Nobel de la paix en 1901, partagé avec Henri Dunant, fondateur de la Croix-Rouge. En 1867 également, mais à Genève, Victor Hugo et Giuseppe Garibaldi ont fondé la Ligue de la paix et de la liberté ; elle a édité un journal franco-allemand intitulé *Les États-Unis d'Europe*. Ces ligues n'ont pu éviter la guerre franco-prussienne qui a mené à la création du IIe Reich en 1871, à Versailles.

Ensuite, au lieu de fonder les États-Unis d'Europe, les États européens ont préparé la Première Guerre mondiale. Après ce terrible massacre, qui a entraîné la disparition de millions de personnes et de quatre empires, l'Autriche s'est dotée d'une constitution fédérale démocratique en 1920. Richard Coudenhove-Kalergi (1894-1972), après avoir constaté, en 1922, que les États-Unis d'Amérique n'adhéraient pas à la Société des Nations (SdN), a publié Pan Europa en 1923, ouvrage préfacé par Winston Churchill. Coudenhove-Kalergi voulait une confédération d'États, une communauté, qui mènerait des politiques communes, étrangère, économique et de défense.[4] Il écrivit : « Si l'Europe ne tire pas de leçon de l'histoire, elle subira le même destin que l'Empire romain de la nation germanique. Politiquement et militairement, elle va devenir l'échiquier du monde, l'objet de la politique mondiale dont elle était jadis le sujet. On l'oubliera dans le partage des marchés et des pays producteurs de matières premières. Comme hier en Chine ou en Turquie, l'Europe sera demain partagée en sphères d'influences ».[5] Constatons que c'est ce qui est en train de se passer.

Puis, Coudenhove-Kalergi a créé le Mouvement paneuropéen, avec le soutien d'économistes et d'hommes d'affaires, de diplomates et d'écrivains, d'hommes politiques aussi, comme Edvard Beneš, Paul Painlevé, Édouard Herriot, Gustav Stresemann, qui, en 1925, a fait adopter l'idée des États-Unis d'Europe par le congrès du parti socialiste allemand tenu à Heidelberg, et enfin Aristide Briand qui, en 1929, a introduit son intention de « faire les États-Unis d'Europe » dans le programme de son gouvernement, puis devant l'assemblée de la SdN à Genève, où il fut reçu avec enthousiasme. Briand, président d'honneur du Mouvement paneuropéen, respectait la souveraineté des États. Il a proposé seulement « la création d'un organe capable d'affirmer de manière permanente et efficiente la spécificité européenne au sein de la SdN », dans un mémorandum transmis le 17 mai 1930 aux 26 gouvernements européens. Le Quai d'Orsay a publié un Livre blanc et la SdN a installé une Commission d'études pour l'Union européenne présidée par Briand lui-même. La commission s'est réunie plusieurs fois jusqu'à la mort de son président ; elle a été enterrée en même temps que lui : tous les États européens, à l'exception des Pays-Bas, ont considéré que leur union devrait maintenir la souveraineté et l'indépendance des États participants.

Coudenhove-Kalergi n'a donc réussi ni à convaincre les décideurs, ni à mobiliser les masses populaires, mais la lecture de *Pan Europa* a donné à Konrad Adenauer et à Charles de Gaulle leur volonté de construire l'Europe.[6]

Le 19 septembre 1946, à Zurich, Churchill a repris son propos de 1923 : *We must build a kind of United States of Europe. (…) And why should there not be a European group which could give a sense of enlarged patriotism and common citizenship to the distracted peoples of this mighty continent? (…) In order that this may be accomplished there must be an act of faith in which the millions of families speaking many languages must consciously take part. (…) Let there be justice, mercy, and freedom. The peoples have only to will it and all will achieve their heart's desire. (We) must re-create the European family in a regional structure called, it may be, the United States of Europe, and the first practical step will be to form a Council of Europe. If at first all the States of Europe are not willing or able to join a union, we must nevertheless proceed to assemble and combine those who will and who can. The salvation of the common people of every race and every land from war and servitude must be established on solid foundations and must be created by the readiness of all men and women to die rather than to submit to tyranny. (…) Therefore, I say to you: "Let Europe arise!*[7]

Ce plaidoyer a effectivement donné lieu à la création du Conseil de l'Europe, puis le discours de Schuman du 9 mai 1950 a mené aux institutions de l'Union européenne (UE). Ni l'un, ni l'autre n'ont débouché sur une Europe forte, souveraine et indépendante.[8] Elle n'est qu'un protectorat américain. Ce constat ne doit pas déprimer les Européens, mais les inciter à l'action, comme l'ont fait récemment une majorité de Hongrois et de Serbes. C'est aussi ce que vient de faire l'ancien président du Conseil des ministres italiens Paolo Gentiloni avec son nouveau livre, *Diventare una potenza – Istruzioni per una rivoluzione europea* (Devenir une puissance – Mode d'emploi pour une révolution européenne) : il appelle l'Europe à se réveiller. Dans un monde marqué par de nouveaux équilibres géopolitiques, des tensions internationales et des défis économiques de plus en plus complexes, elle devrait s'interroger sur l'avenir qui nous attend et sur sa capacité à s'exprimer valablement sur la scène internationale.

Gentiloni nous montre une UE lointaine, absente, muette, incapable d'imposer la paix en Ukraine, de contenir les prix de l'énergie, de contrer l'invasion de notre marché par des produits chinois subventionnés par l'État. L'UE n'est plus qu'un monstre bureaucratique qui étouffe l'innovation, est obsédé par la transition écologique, la concurrence, le tabou de la dette publique et, désormais, l'exigence de nous faire dépenser pour la défense. Gentiloni se démarque et propose une vision tout à fait opposée, fondée sur une réalité incontestable : l'Europe est le continent où l'on vit le plus longtemps, le plus sûr, celui qui s'efforce d'atténuer les injustices grâce à une fiscalité progressive, à la santé et à l'éducation publiques, à des systèmes de retraite solides et à la présence d'amortisseurs sociaux. C'est le lieu des droits, de l'égalité des sexes, de la liberté de pensée, de la protection des minorités.

Gentiloni se présente comme étant à la fois patriote italien et européen, car la souveraineté est partagée entre l'Italie et l'UE. Il constate que nous avons dans nos poches la monnaie unique et des passeports européens, que nous pouvons aller travailler ou exercer une activité commerciale dans n'importe quel pays de l'UE, que nous savons que les lois européennes prévalent sur les lois nationales, et qu'environ les deux tiers des règles qui régissent notre vie sont décidées au niveau continental.

Gentiloni déplore que le partage de souveraineté entre le niveau national et le niveau européen est inachevé et que, si nous continuons à mal mener la politique étrangère, la défense et les politiques budgétaires, nous resterons faibles face à la Russie de Poutine, qui à Munich, en 2007, a déclaré son hostilité à une Europe fondée sur la liberté, la paix, le respect de l'environnement et la primauté du droit, ce qui fut démontré en Géorgie, puis en Ukraine.

Pour Gentiloni, nous sommes aussi faibles face aux États-Unis d'Amérique, qui ne sont plus des alliés crédibles, et face à une Chine qui abuse de sa puissance économique et technologique. Enfin, Gentiloni considère que l'Europe est aussi menacée par les partis et gouvernements nationalistes et populistes qui s'efforcent de saper ses fondements.

Pour Gentiloni, aucun des 27 pays de l'UE pris isolément ne peut faire face aux enjeux stratégiques, géopolitiques, mais aussi à la concurrence commerciale de la Chine, à la transition climatique ou à l'intelligence artificielle. Il cite Paul-Henri Spaak, pour qui les nations européennes se divisent entre celles qui sont petites et celles qui ne se rendent pas encore compte qu'elles le sont. Pour Gentiloni, il faut une unité politique plus forte. L'effondrement de l'ordre international mis en place après la guerre nous impose de dépasser certains tabous.

La défaite de Trump aux élections de mi-mandat ne signifie pas que les Américains vont à nouveau voir d'un bon œil l'UE et reprendre en charge la défense de notre continent. Ce qui va changer concernera surtout la politique intérieure des États-Unis d'Amérique. Peut-être certaines limites seront-elles imposées à Trump, mais les pouvoirs exécutifs du président en matière de politique étrangère restent. Le désengagement américain de la défense de l'Europe et la concurrence économique entre les États-Unis d'Amérique et nous vont se poursuivre. Obama et Biden nous demandaient aussi de prendre en charge notre défense, à l'exception peut-être de la dissuasion nucléaire. La nécessité de faire de l'Europe une puissance restera.

Si chaque pays s'attaque au problème de son côté, cela entraînera des gaspillages, des doublons et des chevauchements de systèmes. Étant donné que les capacités budgétaires varient considérablement d'un pays à l'autre, cela créera des déséquilibres capacitaires, ce qui inquiète, car des tensions subsistent en Europe. Notre histoire, ce sont des siècles de conflits entre Européens… La défense commune présente l'avantage d'une plus grande efficience. La mise en place d'une industrie continentale de la défense permettrait de ne pas compter uniquement sur l'achat de systèmes américains.

Pour Gentiloni, l**e** renforcement de l'Europe doit être un thème crucial des prochains scrutins dans tous les pays européens. L'avenir de la construction européenne dépend en grande partie de la victoire des positions pro-européennes, notamment dans un contexte comme celui de la France. Ceux qui croient au projet d'une Europe fédérale doivent avoir le courage et l'audace, qui permettront de surmonter nos divisions et nos fragilités, afin de construire dans un équilibre original avec les États fédérés une entité fédérale, qui serait capable de nous conférer plus de puissance et d'autonomie stratégique, d'être plus unie et maîtresse de son avenir et du nôtre. C'est que l'état du monde exige de nous aujourd'hui.[9]

Tous les citoyens européens devraient selon moi faire comme lui, dans leurs États respectifs, et les décideurs politiques devraient enfin tenir compte du désir de leurs électeurs d'une Europe plus forte, plus apte à répondre à leurs besoins, notamment de sécurité.

1) Lemonnier fit des études de droit de 1827 à 1831. Avocat en 1833, il a contribué à la diffusion du saint-simonisme, du pacifisme et de la démocratie. De 1867 à 1891, il a dirigé la Ligue internationale de la Paix et de la Liberté et contribué à sa revue, *Les États-Unis d'Europe*. En 1869, il avait rédigé un mémoire intitulé *Déterminer les bases d'une organisation fédérale de l'Europe*. Voir « Lemonnier Charles » in *Dictionnaire biographique Le Maitron*, https://maitron.fr/lemonnier-charles/.
2) Lucien de Sainte Lorette, in *L'idée d'union fédérale européenne*, Paris, Librairie Armand Collin, 1955, p. 9-20, montre que depuis le XIVe siècle, les autres promoteurs de l'union de l'Europe, comme Pierre Dubois, Georges Podiebrad, Érasme, William Penn et Montesquieu n'ont envisagé que des confédérations. En 1776, les États-Unis d'Amérique se sont constitués en confédération. Il a fallu attendre 1787, sur la proposition de George Washington, compte tenu des dysfonctionnements institutionnels d'une confédération constatés lors de la guerre d'indépendance, pour que, les États-Unis d'Amérique deviennent une fédération.
3) Victor Hugo, *Discours au Congrès des Amis de la paix universelle*, Paris, 21 août 1849. Voir https://urls.fr/4eHjHm.
4) Erich Schenk, "Interview mit Richard Coudenhove- Kalergi", Wien, Österreichische Mediathek, https://urls.fr/TPJs3u, 19 November 1971.
5) Richard Coudenhove-Kalergi, *Pan-Europa*, Wien, Verlag, 1923, p. 25-26.
6) En 1942, Maurice Schumann a parlé de Coudenhove-Kalergi à de Gaulle. Le général connaissait ses idées et les approuvait dans leurs grandes lignes. Voir Alain Larcan, « Relations et convergences de Richard Coudenhove-Kalergi et Charles de Gaulle, « deux réalistes courageux inspirés par des idéaux modernes » in Alain Larcan, *Coudenhove-Kalergi - de Gaulle. Une certaine idée de l'Europe*, Paris, Cahier n° 6 - 1999 de la Fondation Charles-de-Gaulle, p. 92. De 1943 à 1970, Coudenhove-Kalergi a écrit 44 lettres politiques au général, qui a répondu par 25 lettres. La correspondance entre Richard Niklaus de Coudenhove-Kalergi et Charles de Gaulle entre 1943 et 1970 est conservée aux archives cantonales vaudoises.
7) Winston Churchill, *Speech delivered at the University of Zurich*, 19/9/ 1946, https://rm.coe.int/16806981f3.
8) Arthur Salter, *The United States of Europe, and other papers*, New York, Reynal and Hitchcock Inc., 1933. La souveraineté n'est que la liberté théorique de faire ce que l'on veut, même attaquer ses voisins. L'indépendance permet de se développer librement.
9) Voir Marco Decandia, « Il monito di Paolo Gentiloni al *Corriere di Siena*: "Serve un'Europa unita e forte" » (L'appel de Paolo Gentiloni au *Corriere di Siena* : « Il faut une Europe unie et forte) in *Corriere di Siena*, https://urls.fr/OJqFeO, 7 novembre 2026.

Lunch Ecofin Club à l'Hôtel Parc Belair - Goeres Hotels Luxembourg

Et si les logements de demain étaient déjà là ?

Transformer les bâtiments vacants ou sous-utilisés et mobiliser le foncier au cœur des villes et des villages

ECOFIN CLUB

Jeudi 10 décembre de 11h45 à 14h00

Jean-Nicolas Montrieux - Founder Realiven



Paf membres : 75€ ttc pp (Apéro networking & lunch 3 services compris).
Paf non membres : 85€ ttc pp en découverte et max. 1 visite avant adhésion.

À verser sur le compte bancaire : BIC - GEBABEBB - IBAN BE73 0015 4949 3760 – **Réf. 10/12**

Lieu : 111, Avenue du X Septembre - L-2551 Luxembourg - Parking dans l'hôtel en fonction des disponibilités

Info club & devenir membre : www.ecofinclub.lu - didier.roelands@ecofinclub.lu